

ISÈRE

VERNAS

Centrale du Bugey : « On fait mine de consulter la population, c'est une mascarade »

Depuis ce lundi 6 février, une enquête publique est ouverte pour les réacteurs n°2, 4 et 5 de la centrale nucléaire du Bugey. L'association Sortir du nucléaire Bugey (SDN) a organisé une action devant la mairie de Vernas ce jeudi 9 février, là où un des commissaires-enquêteurs tenait une permanence.

“P our un Bugey sans nucléaire”, “Arrêt immédiat des vieux réacteurs”. Devant la mairie de Vernas ce jeudi 9 février, un village de quelque 300 âmes, deux imposantes banderoles jaunes recouvrent une partie des pierres du muret. À côté, cinq personnes, vêtues de chasubles blanches floquées SDN Bugey, font le pied de grue. Elles viennent de Parmillieu, d'Ambérieu-en-Bugey et Priay, dans l'Ain. Le motif de leur présence ? Un commissaire-enquêteur est présent dans le cadre de l'enquête publique concernant les réacteurs n°2, 4 et 5 de la centrale nucléaire du Bugey, à Saint-Vulbas. Il assure l'une des douzaines de permanences réparties sur 10 communes (trois dans l'Ain et sept en Isère).



L'association Sortir du nucléaire Bugey s'est mobilisée ce jeudi 9 février. Si elle était en petit comité, les autres actions prévues en Isère (4 mars à Leyrieu) et dans l'Ain (Loyettes le 13 février et Saint-Vulbas le 8 mars) pourraient rassembler davantage de monde. Photo Le DL/Candice HECK

Zéro visite en mairie, une enquête qui a plus de succès sur internet

« On veut donner notre sentiment sur ces enquêtes qui ont le mérite d'exister. Mais c'est une mascarade ! On fait mine de consulter la population sur un sujet extrêmement compliqué. Si on veut bien faire les choses, il faut se faire la lecture d'un document de 400 pages par réac-

teur... Et sur des travaux qui ont déjà été fait », peste Jean-Pierre Collet qui fait partie de l'équipe de SDN Bugey. Ces réacteurs 900 MWe, c'est ce dont il est question dans cette enquête publique. Et plus précisément sur trois des quatre installations qui font l'objet de réexamen. EDF est ainsi soumise à la loi qui oblige les centrales nucléaires, au bout de 10 ans, d'organiser une visite pour véri-

fier la conformité et la sûreté de l'installation. « Au-delà de la 40^e année, il est nécessaire pour obtenir l'aval de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) d'organiser une enquête publique, précise Michel Bouniol, l'un des six commissaires-enquêteurs. Elle porte sur les dispositions qu'EDF s'appête à faire pour pouvoir justement mettre en conformité les réacteurs et faire en sorte que la sû-

té soit garantie avec les exigences qu'à fixer l'ASN. » Les citoyens peuvent ainsi s'exprimer et faire des remarques sur les trois dossiers présentés (un pour chaque réacteur). En mairie de Vernas, personne ne s'est présenté. D'autres moyens existent pour consulter le dossier et déposer des contributions parallèlement aux permanences. « L'enquête a plus de succès sur le registre numérique. Depuis lundi, on a reçu plus de 500 contributions sur internet. On peut aussi déposer un courrier à l'adresse de la commission d'enquête, à la mairie de Saint-Vulbas », indique Michel Bouniol.

« Il ne faut pas prolonger ces réacteurs, mais les arrêter ! »

SDN Bugey va de nouveau se mobiliser pendant la durée de l'enquête publique qui se termine le 8 mars. Une autre action est prévue en Isère le samedi 4 mars devant la mairie de Leyrieu et deux dans l'Ain (Loyettes le 13 février et Saint-Vulbas le 8 mars). « Il ne faut pas prolonger ces réacteurs, mais les arrêter ! », répète la poignée de manifestants.

Candice HECK

➤ Une fuite radioactive dans les eaux de la centrale



La centrale a détecté un taux anormalement élevé de tritium dans les eaux souterraines sous le site. Archives photo Le DL/M.A.

C'est la cinquième fuite détectée depuis 2012. La direction de la centrale du Bugey explique avoir déclaré le 14 janvier dernier « un événement significatif pour l'environnement de niveau 0 sur l'échelle INES (échelle internationale des événements nucléaires) » à l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN). Du tritium, matière radioactive, a été identifié dans l'eau de la nappe située sous la centrale tandis qu'une augmentation de l'activité en tritium avait pu être observée au niveau de l'un des puits de contrôle le 15 décembre. « Les valeurs identifiées au cours des contrôles réalisés les 7 et 12 décembre 2022 sont respectivement de 535Bq/L et de 618 Bq/L, une valeur supérieure au seuil de 100 Bq/L », explique la centrale, qui doit lancer des investigations afin d'en savoir plus sur l'origine de la fuite. Les premières constatations indiquent que la ou les fuites seraient dues à « l'écoulement d'une fosse dans une rétention liée à un aléa d'exploitation ».

L.L.